

ACTION URGENTE

INDONÉSIE. LA CONDAMNATION D'UNE FEMME QUI S'ÉTAIT PLAINTÉ DU BRUIT D'UNE MOSQUÉE A ÉTÉ CONFIRMÉE

La Haute Cour a confirmé la peine d'emprisonnement de 18 mois prononcée contre Meliana, qui avait été déclarée coupable de blasphème pour s'être plainte du volume sonore du haut-parleur d'une mosquée locale. La préparation d'un appel devant la Cour suprême est en cours. Amnesty International considère cette femme comme une prisonnière d'opinion et demande donc sa libération immédiate et inconditionnelle.

La Haute Cour de la province de Sumatra-Nord (Indonésie) a confirmé la peine de 18 mois d'emprisonnement pour blasphème prononcée contre **Meliana** par le tribunal de première instance de Tanjung Balai. Les juges ont conclu le 25 octobre 2018 que cette peine d'emprisonnement servait la cause de la justice pour la société, malgré les critiques internationales concernant le soutien de la Haute Cour à l'utilisation répressive des lois relatives au blasphème par le tribunal de première instance dans le pays. L'avocat de Meliana, ainsi que des ONG nationales, préparent un pourvoi en cassation contre cette peine, qu'ils comptent déposer le plus vite possible à la Cour suprême indonésienne.

Meliana, une femme bouddhiste d'origine chinoise, a été accusée d'avoir « insulté l'islam » pour s'être plainte du volume sonore du haut-parleur d'une mosquée locale, à Tanjung Balai (province de Sumatra-Nord). Cette déclaration a été mal interprétée par beaucoup de personnes dans la ville, et elle a été accusée de s'opposer à l'appel à la prière (adzan) de la mosquée. Meliana a été déclarée coupable de blasphème par le tribunal de district de Medan, dans la province de Sumatra-Nord, le 21 août 2018.

Les lois sur le blasphème sont souvent utilisées pour museler les libertés d'expression et de religion en Indonésie, le pays contenant la plus grande population musulmane au monde. Meliana est la cinquième personne en Indonésie à être déclarée coupable de blasphème en 2018.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en bahasa indonesia ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de libérer immédiatement et sans condition Meliana et toutes les autres personnes déclarées coupables de blasphème ;
- appelez-les à surveiller la procédure de pourvoi en cassation et à veiller au respect de l'indépendance des tribunaux et du droit à un procès équitable ;
- appelez-les à abroger ou à modifier, dans la législation et la réglementation, toutes les dispositions relatives au blasphème qui sont contraires aux droits à la liberté d'expression, de pensée, de conscience et de religion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 DÉCEMBRE 2018 À :

Responsable de la commission judiciaire

Dr. Jaja Ahmad Jayus, SH, M.Hum.

Judicial Commission

Jalan Kramat Raya No. 57

Jakarta Pusat, DKI Jakarta

Indonésie 10450

Fax : +62 (0) 213906215

Courriel : kyri@komisiyudisial.go.id

Formule d'appel : Dear Mr, / Monsieur,

Président de la 3^e Commission des

organes législatifs

Drs. Kahar Muzakir

House of People's Representatives

Jalan Jenderal Gatot Subroto, Senayan

Jakarta, Indonésie 10270

Fax : +62 (0) 21 5715566

Courriel : set_komisi3@dpr.go.id

Formule d'appel : Dear Mr, / Monsieur,

Copies à :

Président de la Commission nationale des droits humains (KOMNAS HAM)

Mr. Ahmad Taufan Damanik

National Human Rights Commission

Jalan Latuharhary No. 4B

Jakarta Pusat, DKI Jakarta

Indonésie 10310

Courriel : info@komnasham.go.id

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 161/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/9007/2018/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

INDONÉSIE. LA CONDAMNATION D'UNE FEMME QUI S'ÉTAIT PLAINTÉ DU BRUIT D'UNE MOSQUÉE A ÉTÉ CONFIRMÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 29 juillet 2016 vers 23 heures, après avoir vandalisé le domicile de Meliana, une foule est descendue dans les rues et a détruit ou incendié au moins huit lieux de culte, centres médicaux et immeubles de bureaux bouddhistes. À la suite de ces violences, huit manifestants ont été condamnés par le tribunal de district de Tanjung Balai à des peines allant d'un à quatre mois d'emprisonnement pour avoir détruit et incendié les bâtiments. Ces actes ont été déclenchés par les allégations selon lesquelles Meliana s'était plainte de l'appel à la prière (*adzan*), ce pour quoi elle a été inculpée au titre de l'article 156(a) du Code pénal.

Les dispositions de l'article 156(a) du Code pénal relatives au blasphème prévoient des poursuites pénales pour « toute personne qui, en public et de façon délibérée, exprime des opinions ou se livre à des activités en principe assimilables à de l'hostilité et considérées comme irrespectueuses ou blasphématoires à l'égard d'une religion pratiquée en Indonésie ». Ces dispositions ont été utilisées pour poursuivre des personnes et les emprisonner pendant une période d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, alors qu'elles n'avaient fait qu'exercer pacifiquement leurs droits aux libertés d'expression, de pensée, de conscience ou de religion, qui sont protégés par des traités internationaux relatifs aux droits humains auxquels l'Indonésie est partie.

Bien que la Loi sur le blasphème (décret présidentiel n° 1/PNPS/1965) et l'article 156(a) du Code pénal ait été promulguée en 1965, elle n'a été utilisée que pour poursuivre une dizaine de personnes entre 1965 et 1998, lorsque l'ancien président Suharto était au pouvoir, période pendant laquelle l'exercice du droit à la liberté d'expression était pourtant soumis à de fortes restrictions. Entre 2005 et 2014, selon les informations recueillies par Amnesty International, au moins 106 personnes ont été poursuivies et condamnées au titre de la législation relative au blasphème en Indonésie.

Par exemple, Basuki Tjahaja Purnama, le gouverneur de Djakarta, plus connu sous le nom de « Ahok », a été déclaré coupable de blasphème et immédiatement condamné à deux ans d'emprisonnement par le tribunal du district Nord de Djakarta, le 9 mai 2017. Ahok, qui est chrétien, a été accusé d'avoir « insulté l'islam » dans une vidéo diffusée sur Internet, après qu'il eut annoncé publiquement qu'il se représenterait au poste de gouverneur de Djakarta aux élections de 2017. (Pour en savoir plus, voir : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/6213/2017/fr/>.) Alnoldy Bahari, également un prisonnier d'opinion, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement au titre de la répressive Loi relative aux informations et aux transactions électroniques, pour avoir publié sur Facebook des messages jugés insultants à l'égard de l'islam et pour avoir prétendument diffusé des « propos haineux ». Il a été déclaré coupable de blasphème et condamné à cinq ans d'emprisonnement et à une amende de 100 millions de roupies indonésiennes par le tribunal de district de Pandeglang (province de Banten, Indonésie), le 30 avril 2018. (Pour en savoir plus, voir : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa21/8348/2018/fr/>.)

Le droit international relatif aux droits humains autorise les États à imposer certaines restrictions à l'exercice de la liberté d'expression lorsqu'elles sont manifestement nécessaires pour protéger les droits d'autrui, mais ces dispositions ne peuvent être invoquées pour protéger les religions et d'autres systèmes de croyance contre la critique. Le droit à la liberté de religion ou de conviction protège les droits des personnes et des groupes, mais pas les religions elles-mêmes, ni les sensibilités religieuses de leurs adeptes, et il n'englobe pas le droit de voir sa religion ou sa conviction à l'abri de critiques tant externes qu'internes ou de la dérision. Le droit à la liberté d'expression s'applique aux informations et idées de toutes sortes, y compris celles qui peuvent être profondément choquantes. Par conséquent, les lois qui invoquent la protection des religions pour limiter la liberté d'expression, comme les lois sur le blasphème ou sur l'outrage à l'égard de la religion, sont incompatibles avec le droit à la liberté d'expression et doivent être abrogées.

Par le passé, Amnesty International a déjà appelé les autorités indonésiennes à abroger toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au blasphème qui imposent des restrictions à l'exercice des droits aux libertés d'expression, de pensée, de conscience et de religion outrepassant ce qui est permis en vertu du droit international relatif aux droits humains et des normes internationales en la matière, ou à modifier ces dispositions afin de les rendre conformes aux obligations internationales de l'Indonésie en matière de droits humains (pour en savoir plus, voir : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa21/018/2014/en/>).

Nom : Meliana
Femme

